



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association FONJEP

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association FONJEP
51 Rue de l'Amiral Mouchez - 75013 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association FONJEP

51 Rue de l'Amiral Mouchez - 75013 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association FONJEP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FONJEP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 3 juin 2025

KPMG SA

Erik

Boulois

Signature
numérique de
Erik Boulois
Date : 2025.06.03
13:29:11 +02'00'

Erik Boulois

Associé

Actif			Exercice au 31/12/2024			Exercice précédent
			Montant brut	Dépréciation	Montant net	au 31/12/2023
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	0	0	0	0
		Frais de recherche et de développement				
		Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0
		Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	778 003	723 142	54 861	142 251
		Autres immobilisations incorporelles		0	0	0
		Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
		Avances et acomptes	0	0	0	0
		TOTAL	778 003	723 142	54 861	142 251
	Immobilisations corporelles	Terrains	261 288	0	261 288	261 288
		Constructions	1 534 396	1 050 977	483 419	503 374
		Inst. techniques, mat. out. Industriels	0	0	0	0
		Autres immobilisations corporelles	93 014	73 016	19 998	13 378
		Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
		Avances et acomptes	0	0	0	7 773
		Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
		TOTAL	1 888 697	1 123 992	764 705	785 813
	Immobilisations financières	Participations	1 101 466	0	1 101 466	1 101 466
		Titres de participation				
		Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
		Autres titres immobilisés	0	0	0	0
		Prêts	26 000	0	26 000	49 000
		Autres immobilisations financières	0	0	0	0
		TOTAL	1 127 466	0	1 127 466	1 150 466
TOTAL I			3 794 166	1 847 134	1 947 032	2 078 530
Actif circulant	Stock et encours	Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
		En cours de production biens et services	0	0	0	0
		Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
		Marchandises	0	0	0	0
		TOTAL	0	0	0	0
	Avances et acomptes versés sur commande		0	0	0	0
	Créances	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres créances	1 617 452	22 148	1 595 304	1 693 693
		TOTAL	1 617 452	22 148	1 595 304	1 693 693
	Divers	Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
		Instruments de trésorerie	0	0	0	0
		Disponibilités	54 133 492	0	54 133 492	58 295 883
		Charges constatées d'avance	38 172	0	38 172	14 822
TOTAL II			55 789 116	22 148	55 766 968	60 004 398
Frais d'émission d'emprunt (III)			0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)			0	0	0	0
Ecart de conversion - Actif (V)			0	0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF (I+II)			59 583 282	1 869 282	57 714 000	62 082 928

Passif (avant répartition)		Exercice au 31/12/2024	Exercice précédent au 31/12/2023
Fonds propres	Sans droit de reprise		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	8 907 771	8 445 367
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv, biens renouvelables)	0	0
	Avec droit de reprise		
	Fonds propres avec droit de reprise	0	0
	Fonds propres statutaires	0	0
	Fonds propres complémentaires	0	0
	Apports	0	0
	Legs et donations	0	0
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	0	0
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
	Réserves pour projet de l'entité	2 212 654	2 477 283
	Réserves	0	0
	Subventions d'investissement sur biens renouvelables par l'organisme		
	Autres	0	0
	Report à nouveau	0	0
	Résultat de l'exercice	106 918	197 774
SITUATION NETTE		11 227 342	11 120 424
Autres fonds	Fonds propres consommables	0	0
	Subventions d'investissement	0	0
	Provisions réglementées	0	0
	Droit des propriétaires (commodat)	0	0
	TOTAL I	11 227 342	11 120 424
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
	Fonds dédiés	0	0
TOTAL FONDS REPORTES ET DEBIES II		0	0
Provisions	Provisions pour risques	248 356	191 629
	Provisions pour charges	0	0
	TOTAL PROVISIONS III	248 356	191 629
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0	0
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	0	0
	Emprunts et dettes financières divers (3)	11 200	11 200
	Dettes financières		
	Avances et acomptes reçus (1)	0	0
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	159 187	217 658
	Dettes des legs ou donations	0	0
	Dettes fiscales et sociales	255 131	234 815
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
	Autres dettes	45 737 140	50 307 012
	Instruments de trésorerie	0	0
	Produits constatés d'avance	75 644	190
TOTAL IV		46 238 302	50 770 875
ECART DE CONVERSION PASSIF IV			
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV)		57 714 000	62 082 928
Renvois	Dettes sauf (1) à plus d'un an		
	Dettes sauf (1) à moins d'un an		
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat		Exercice au 31/12/2024	Exercice au 31/12/2023
Produits d'exploitation	Cotisations	17 005	16 967
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations dont parrainages		
	Ventes de marchandises		
	Production vendue		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Subvention d'exploitation		
	Produits de fonctionnement		
	Autres produits de fonctionnement		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 750 570	1 690 984
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 341	4 443
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	139 396	127 006
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 911 312	1 839 401
Charges d'exploitation	Marchandises Achats		
	Variation de stocks		
	Matières premières et autres approvisionnements Achats		
	Autres achats et charges externes	795 196	717 362
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	79 576	77 042
	Salaires et traitements	637 067	631 125
	Charges sociales	311 177	299 568
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	133 765	133 236
	Dotations aux provisions	56 727	19 254
	Aides financières versées par l'association	40 000	25 000
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	150	150
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 053 657	1 902 738
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-142 346	-63 337
Produits financiers	Produits financiers de participations		
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé	300 869	252 274
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	300 869	252 274
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions	0	0
	Intérêts et charges assimilées	3 602	3 679
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	3 602	3 679
RESULTAT FINANCIER (III-IV)		297 267	248 595
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)		154 922	185 258

Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	62 858	82 676
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	6 015	21 318
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	68 873	103 994
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	30 879	338
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	597	12 813
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELS VI	31 476	13 151
	RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	37 397	90 843
	Participation des salariés aux résultats (VII)		
	Impôts sur les bénéfices (VIII)	85 401	78 327
	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	2 281 054	2 195 669
	TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	2 174 136	1 997 895
	EXCEDENT OU DEFICIT	106 918	197 774
Produits			
Bénévolat			
Prestations en nature			
Dons en nature			
Charges			
Secours en nature			
Mise à disposition de biens et services			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			

ASSOCIATION FONJEP

Annexe

aux comptes annuels de l'exercice clos

le 31/12/2024

Date de clôture : 31/12/2024

Montants exprimés en euros

Ce document comporte 11 pages

SOMMAIRE

A - PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

1. OBJET SOCIAL
2. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES
3. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRES

B - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1. EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE
2. DEROGATIONS, MODIFICATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES
3. CHANGEMENT DE METHODE DE PRESENTATION

C - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1. BILAN ACTIF
2. BILAN PASSIF

D - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

E - AUTRES INFORMATIONS

1. OBJET SOCIAL

Sous la dénomination de Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (FONJEP), est créée, conformément à la loi du 1er juillet 1901, une association dont le fonctionnement est cogéré par les représentant(e)s des membres institutionnels et les représentant(e)s des associations pour permettre la coopération entre les membres institutionnels (État, collectivités territoriales, leurs établissements publics) et les associations et autres organismes privés sans but lucratif concourant à la cohésion sociale.

Conformément aux termes de la loi du 23 mai 2006, son objet principal est de procéder au versement, pour le compte de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et selon les modalités qu'ils définissent des subventions destinées au financement de projets de solidarité internationale, à la rémunération de personnels des associations intervenant dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation populaire, du sport, de la culture ou de la protection de l'environnement ou concourant à l'action sociale des collectivités publiques, ainsi qu'au versement des indemnités ou cotisations relatives au volontariat de solidarité internationale aux associations ou organismes agréés dans ce cadre.

Plus généralement, le FONJEP mène toutes actions propres à participer au financement du développement de la vie associative et contribue à sa promotion. Il engage toutes actions nécessaires pour atteindre ces objectifs.

2. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

Les postes Fonjep sont des aides de 7 164 € à 10 000 € versées par l'intermédiaire du Fonjep pour le compte de l'État à des associations loi 1901 de jeunesse et d'éducation populaire. Elles viennent soutenir le projet associatif qui nécessite l'emploi d'un salarié qualifié.

Le Fonjep assure le versement de ces aides pour le compte de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEVPA), de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS), de la direction générale des collectivités locales - Agence Nationale de Cohésion des Territoires (DGCL/ANCT), du ministère de la Culture, et de l'Agence Française de développement (AFD) déléguée par le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE).

Depuis 1993 le Fonjep gère plusieurs dispositifs de solidarité internationale cofinancés par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Agence française de développement (AFD). Il s'agit de lutter contre la pauvreté et les inégalités, de renforcer les sociétés civiles, de favoriser la mobilité des jeunes et de contribuer à l'éducation au développement.

Nourri par son ancrage territorial, par le regard multiple qu'offre la cogestion et par son expérience, le Fonjep est en veille permanente sur les évolutions sociales et les nouveaux besoins en matière de politique de jeunesse et d'éducation populaire. Avec ses partenaires, il analyse ces tendances, expérimente et développe des pistes d'actions nouvelles.

Depuis 2017, il est engagé avec le Cnajep dans un travail ambitieux sur les modèles socio-économiques des associations (MSE) de jeunesse et d'éducation populaire.

En 2024, le Fonjep a clôturé son cycle de travaux sur les modèles socio-économiques des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Il a initié la création du kit JEP'Ambitions et a lancé sa diffusion en 2024. Ce kit a donné lieu à un déploiement national accompagné de cycle de formation et a pour objet de permettre au plus grand nombre de questionner son modèle socio-économique ainsi que son projet associatif.

Il réunit toutes les parties prenantes d'une association, à savoir dirigeants, salariés, partenaires, financeurs, usagers, habitants, bénévoles...

Ce kit a acté la sortie des travaux sur les MSE et donnera lieu en 2025 à la poursuite du déploiement et des formations. Dès janvier 2024, le Fonjep a inauguré un nouveau chantier sur deux années. Il porte sur l'évaluation coconstruite entre les pouvoirs publics et les associations.

Ces travaux ont donné lieu à un appel à candidatures, un appel à contributions et un appel à manifestation d'intérêt.

Il s'est concrétisé par la mise en place de 10 équipes pouvoirs publics-associations et de 5 équipes de chercheurs. Chaque équipe de chercheurs accompagne deux terrains expérimentaux.

Les recherches actions vont se dérouler jusqu'en mars 2026, date à laquelle les résultats donneront lieu à publication.

Le but est de poursuivre la réflexion collective face aux évolutions du monde associatif pour penser le nouveau rôle du FONJEP.

Le Fonjep gère le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Pajep) dont la mission est de collecter, de conserver, de classer et valoriser les archives privées du secteur. Six partenaires constituent ce pôle : le ministère de l'Éducation nationale, les Archives départementales du Val-de-Marne, les Archives nationales, le ministère de la Culture, les Archives nationales du monde du travail et l'Association des déposants aux archives de la jeunesse et de l'éducation populaire (Adajep).

3. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivantes :

Investissements

Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : 33 K€, dont 19K€ pour des travaux d'étanchéité du toit-terrasse de l'immeuble dans le cadre de la copropriété et 14K€ pour l'achat de PC portable.

Ressources humaines : 11

B - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1. EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

PROJET ASSOCIATIF

Néant

MINISTERE

Il est à souligner que la mise en place d'une convention de mandat avec le MEAE a été initiée en 2024 et sera suivie pour les autres ministères en 2025.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les documents dénommés états financiers comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base : Continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement n°2014-03, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au nouveau règlement n° 2018/06.

3. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Pas de changement de méthode comptable.

C - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1. BILAN ACTIF

Immobilisations incorporelles - Mouvements principaux

Type d'immobilisations	Au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions ou mise au rebut	Au 31/12/2024
Logiciels	189 799 €			189 799 €
Développement applicatif	588 204 €			588 204 €
Total	778 003 €			778 003 €

Immobilisations incorporelles – Amortissements pour dépréciation

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	linéaire	3 ANS

Immobilisations corporelles – Mouvements principaux

Type d'immobilisations	Au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions ou mise au rebut	Au 31/12/2024
Terrain et construction	1 776 252 €	19 431 €		1 795 683 €
Matériels de bureau et informatique	59 283 €	13 608 €	8 622 €	64 269 €
Mobilier de bureau	32 207 €		3 462 €	28 745 €
Total	1 867 742 €	33 039 €	12 084 €	1 888 697 €

- Acquisition pour 33 039€ liée à des travaux d'étanchéité du toit-terrasse de l'immeuble dans le cadre de la copropriété et pour l'achat de PC portable.
- Mise au rebut de divers matériels de bureau et informatique (onduleur, machine à calculer, dictaphone, PC portable) et mobilier de bureau (armoire, ventilateur, support informatique, bureau).

Immobilisations corporelles – Méthode d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions : composant structure	linéaire	50 ANS
Constructions : composant menuiserie	linéaire	25 ANS
Constructions : composant chauffage	linéaire	25 ANS
Constructions : composant électricité	linéaire	25 ANS
Constructions : composant plomberie	linéaire	25 ANS
Constructions : composant étanchéité	linéaire	15 ANS
Constructions : composant ravalement	linéaire	15 ANS
Constructions : composant ascenseurs	linéaire	15 ANS
Installations techniques, matériel et outillage industriels	linéaire	10 ANS
Matériel de bureau et informatique	linéaire	4 ANS
Mobilier de bureau	linéaire	10 ANS

Amortissement des immobilisations

Types d'immobilisations	Amortissement au 31/12/2023	Dotations 2024	Reprises 2024	Amortissement au 31/12/2024
Logiciels	189 799 €	0 €		189 799 €
Développement applicatif/extranet	445 953 €	87 390 €		533 343 €
Constructions	752 083 €	32 060 €		784 143 €
Agencements	259 507 €	7 327 €		266 834 €
Matériel de bureau et informatique	54 793 €	4 994 €	8 622 €	51 165 €
Mobilier de bureau	23 319 €	1 994 €	3 462 €	21 851 €
Total	1 725 454 €	133 765 €	12 084 €	1 847 134 €

Les Immobilisations financières

Variations

Nature des éléments de l'actif circulant	Solde au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2024
106 053 PARTS SOCIALES BRED	1 101 466 €	0 €	0 €	1 101 466 €
PRÊTS	49 000 €	0 €	23 000 €	26 000 €
TOTAUX	1 150 466 €	0 €	23 000 €	1 127 466 €

Parts sociales

Nature des éléments de l'actif circulant	Valeur au bilan au 31/12/2024	Cours à la clôture de l'exercice	Plus ou moins-values latentes
106 053 PARTS SOCIALES BRED	1 101 466 €	1 129 053 €	27 587 €
TOTAUX	1 101 466 €	1 129 053 €	27 587 €

Soit une plus-value latente de 27 587€.

Remboursement et dépréciation des immobilisations financières

Types d'immobilisations financières	Mode	Montant Brut	Remboursement	Dépréciation	Échéances à moins d'un an	Échéances de 1 à 5 ans
Prêts	Échéancier	49 000 €	23 000 €			26 000 €

Créances

Créances de l'actif circulant	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances usagers et comptes rattachés			
Autres créances	1 617 452 €	1 617 452 €	
TOTAL	1 617 452 €	1 617 452 €	

Les créances usagers et comptes rattachés sont ventilés en « Autres créances ».

Les autres créances se ventilent de la façon suivante :

- Les cotisations pour 1 748 €.
- Les financements concernant les postes Fonjep à recevoir par les collectivités pour 424 626 €.
- Les avances aux associations pour 803 074 €.
- La couverture sociale exercice antérieur à recevoir pour 1 896 €.
- Les avances pour projets JSI/VVSI/ISI pour 162 918 €.
- Les avances à la Caisse des Français à l'étranger pour 36 152 €.
- Les produits à recevoir Tickets repas pour 99 €.
- Les produits à recevoir concernant le personnel pour 328 €.
- Les produits à recevoir loyers pour 35 750 €.
- Les produits à recevoir aide exceptionnelle employeurs pour 2 000 €.
- Les avoirs à recevoir pour 388 €.
- Les produits à recevoir ONG/Aides pour 70 965 €.
- Les produits à recevoir ONG/CFE pour 49 945 €.
- Les produits à recevoir JSI/VVSI pour 24 600 €.
- Les produits à recevoir autres projets SI pour 2 963 €.

Provisions créances usagers et comptes rattachés

Type de provisions	Solde au 31/12/2023	Dotations	Reprises	Solde au 31/12/2024
Provisions créances douteuses	12 813 €	0 €	0 €	12 813 €
Provisions trop-versés aux associations	8 806 €	597 €	68 €	9 335 €
Total	21 619 €	597 €	68 €	22 148 €

Les charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 38 172 €.

2. BILAN PASSIF

Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	À L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	8 445 367 €	462 404 €			8 907 771 €
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 477 283€	-264 629 €			2 212 654 €
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	197 774 €	- 197 774 €	106 918 €		106 918 €
Situation nette (sous-total)	11 120 424 €	0 €	106 918 €		11 127 342 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	11 120 424 €	0 €	106 918 €		11 127 342 €

Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	Provisions au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Provisions à la fin de l'exercice
Indemnité Départ en Retraite	191 629 €	56 727 €		248 356 €
TOTAUX	191 629 €	56 727 €		248 356 €

Engagements pris en matière de retraite

Le montant global de l'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière a été estimé à 248 356 € et correspond à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (convention collective de l'animation) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Le calcul a été effectué selon une méthode prospective qui prend en compte l'ancienneté, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation (1,5%), d'actualisation (3,10%), de turn-over (faible rotation) et de taux de charges sociales (64%).

Le calcul a été effectué sur la base d'un départ volontaire des salariés entre 62 et 67 ans afin de tenir compte de la réglementation en vigueur.

Il tient également compte cette année, du départ volontaire à la retraite d'un salarié.

État des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Dettes financières	11 200 €	11 200 €		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	159 187 €	159 187 €		
Dettes fiscales et sociales	255 131 €	255 131 €		
Autres dettes	45 737 140 €	45 737 140 €		
Produits constatés d'avance	75 644 €	75 644 €		
TOTAL	46 238 302 €	46 238 302 €		

Les dettes financières de 11 200 € correspondent à la caution versée par le nouveau locataire Appitel.

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés correspondent aux factures non parvenues pour 159 187 €.

Les dettes fiscales et sociales pour 255 131 €.

Les autres dettes se ventilent de la manière suivante :

- Les subventions concernant les postes Fonjep à reverser aux ministères pour 18 063 921 €.
- Les produits financiers à reverser liés aux financements reçus pour 31 155 €.
- Les fonds non encore utilisés concernant les postes Fonjep. (postes budgétés mais non encore notifiés, ou notifiés pour lequel le coût prévisionnel n'est pas encore connu) pour un total de 6 687 228 €.
- L'avance sur convention AFD/Postes pour 530 480 €.
- Le traitement des animateurs à payer pour 16 629 102 €.
- La convention volontariat pour 5 173 €.
- Les soldes à reverser aux associations et à la CFE (caisse des Français à l'étranger) dans le cadre du Volontariat et du programme Jeunesse Solidarité Internationale pour 1 552 943 €.
- Le solde à reverser au MEAE dans le cadre du Volontariat et du programme Jeunesse Solidarité Internationale pour 2 237 138 €.

Les produits constatés d'avance pour 75 644 €.

Tableau de suivi 2024
Flux financiers liés aux « postes FONJEP » - « activités de solidarité internationale »

Situations	Montant initial ANNEE 2024	Utilisation en cours d'exercice	Fonds restant en fin d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 467)	Subvention exercices antérieurs à reverser (compte 4419)	Subvention de l'année à reverser (compte 4419)	Subvention totale à reverser (compte 4419)
Ressources	A	B	C = A - B	D	E	F = C - D	G = E + F
Subventions							
PROGRAMME 147/DGCL/ANCT	10 889 280 €	10 097 360 €	791 921 €	411 632 €	672 405 €	380 289 €	1 052 694 €
MENJS*/JEP	30 480 099 €	29 167 639 €	1 312 460 €	1 233 701 €	4 246 924 €	78 760 €	4 325 683 €
MENJS*/COHESION SOCIALE	4 261 374 €	4 062 884 €	198 491 €	597 000 €	- €	- €	- €
MENJS*/CRIB	- €	- €	- €	- €	510 737 €	- €	510 737 €
MENJS*/GUIDE ASSO	6 205 245 €	4 341 086 €	1 864 160 €	301 485 €	2 576 055 €	1 562 675 €	4 138 730 €
MENJS*/FONJEP JEUNES**	7 092 000 €	9 814 083 €	- 2 722 083 €	847 143 €	11 315 094 €	- 3 569 226 €	7 745 868 €
CULTURE	925 022 €	747 904 €	177 118 €	170 654 €	43 547 €	6 464 €	50 011 €
AFD	934 720 €	823 009 €	111 711 €	10 000 €	1 407 €	101 711 €	103 118 €
AGRICULTURE	- €	- €	- €	- €	137 081 €		137 081 €
COFINANCEURS	4 296 077 €	4 296 077 €	- €	- €	- €	- €	- €
VOLONTARIAT - PROG. JEUNESSE	14 751 030 €	12 513 892 €	2 237 138 €	- €	- €	2 237 138 €	2 237 138 €
TOTAL	79 834 847 €	75 863 933 €	3 970 916 €	3 571 614 €	19 503 249 €	797 811 €	20 301 060 €

* MENJS : Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des sports

**Les montants négatifs des postes Fonjep-Jeunes sont liés à l'utilisation du reliquat des années antérieures pour financer les postes 2024, situation qui se reproduira jusqu'à la fin du financement des postes Fonjep-Jeunes en 2026.

D- INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Ventilation des produits d'exploitation	2024	2023
Subventions de fonctionnement des postes Fonjep	1 316 519 €	1 155 163 €
Autres produits AFD	15 509 €	142 280 €
Cotisations	17 005 €	16 967 €
Produits Pajep	78 542 €	73 542 €
Produits de fonctionnement Programme Jeunesse et Volontariat	340 000 €	320 000 €
Locations	133 396 €	125 006 €
Subvention – Aide au recrutement	6 000 €	2 000 €
Transfert de charges	4 341 €	4 443 €
TOTAUX	1 911 312 €	1 839 401 €

Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
- CADRES	8	
- NON-CADRES	3	
- STAGIAIRES	0	
- CONTRAT D'APPRENTISSAGE	1	
- CDD	0	
- FONCTIONNAIRE		0
TOTAL	12	0

Résultat exceptionnel

- Produits exceptionnels (68 873 €) sont constitués de :
La gestion courante/remboursement frais de déplacement pour 2 750 €
Le fonctionnement des postes exercices antérieurs pour 60 108 €.
La reprise provision Trop-versé associations pour 68 €.
La reprise trop-perçus collectivités pour 5 947 €.
- Charges exceptionnelles (31 476 €) sont constituées pour 28 000€ par la perte sur immobilisations financières liée au prêt PTCA.

E - AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations brutes et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles s'est élevé à 0 € en 2024.

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes	28 500 € HT
Honoraires facturés au titre des services autres que la certification des comptes	
Honoraires totaux	28 500 € HT

Informations relatives au Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel

Le contrôle financier du FONJEP par l'État, précédemment porté juridiquement par l'arrêté du 13 décembre 2000, est dorénavant porté par le décret 2022-499 du 7 avril 2022.